

Qualité du « made in China » : à qui la faute ?

CONTRÔLE QUALITÉ

Asialnspection, société de contrôle qualité en Asie, réalise des inspections produits, des audits d'usines et des tests en laboratoire pour des importateurs du monde entier, grands distributeurs ou PME. Interview de Sébastien Breteau, conseiller du commerce extérieur et président fondateur de Asialnspection.



Sébastien Breteau.

teurs DVD fabriqués en Chine et vendus dans les magasins Walmart à travers le monde qui, fin août, ont fait l'objet d'un rappel massif après s'être révélés fortement susceptibles de surchauffer et de prendre feu.

Comment des produits de qualité défectueuse, et même fortement dangereux pour notre santé et celle de nos

enfants, peuvent-ils se retrouver dans nos supermarchés et nos commerces ? Les raisons sont trop souvent mal comprises et méritent d'être analysées. En réalité, le risque provient surtout de la conjugaison de deux facteurs liés à la chaîne d'approvisionnement. Le premier tient à la négligence, voire à la désinvolture, de certains importateurs vis-à-vis de leurs sous-traitants chinois. Peut-on reprocher à une usine chinoise de ne pas se conformer à des normes

de qualité, des règles de sécurité et des spécifications que la plupart du temps personne n'a pris la peine de leur communiquer ? Peut-on accuser une usine chinoise quand l'importateur ne réalise aucun contrôle avant expédition ? Le deuxième facteur est lié à la structuration de la chaîne d'approvisionnement (usines - importateurs - marques - distributeurs) qui déresponsabilise les acteurs dont le poids économique est le plus fort : les distributeurs ou les marques. En effet, ni l'usine, ni le distributeur, ni la marque ne sont responsables de la conformité des produits aux réglementations locales, qu'elles soient sanitaires ou de sécurité. Cette lourde responsabilité revient à l'importateur, le plus souvent une PME familiale qui n'a pas forcément les ressources ou les moyens de mettre en place des procédures de contrôle qualité et de certification. Ces PME importatrices ne sont pas soumises à des exigences fermes de la part des distributeurs qui, obnubilés par les prix d'achat, sont loin de leur imposer des contrôles systématiques sur les produits qu'elles importent.

Est-il possible de sécuriser la chaîne d'approvisionnement pour un coût économique acceptable ?

Parfaitement. Je crois qu'il revient aux distributeurs de s'impliquer davantage, en s'assurant que les spécifications techniques des produits sont communiquées de manière exhaustive et précise aux fournisseurs chinois, et en imposant aux importateurs des contrôles qualité et tests en laboratoire systématiques en cours de production et au moment de l'envoi des marchandises.

Rejeter la faute sur les producteurs chinois (qui ne sont pas responsables juridiquement de la mise sur le marché) en les accusant d'incompétence, de manque de sérieux ou de malhonnêteté ne résout pas grand chose. C'est grâce à une communication claire des spécifications et à la réalisation systématique de contrôles que l'amélioration de la qualité des produits made in China est possible. Les distributeurs devraient être



80% des marchandises qui quittent la Chine ne sont pas inspectées.

encouragés par le coût du contrôle qualité, bien faible au regard des incidents qu'il permet d'éviter et du tort que de tels incidents peuvent causer à l'image des marques concernées. Le coût du contrôle qualité ne correspond en effet qu'à environ 1,25% de la valeur d'achat FOB* des marchandises importées.

PROPOS RECUEILLIS PAR RACHEL LANDAU

* Free On Board (franco à bord, N.D.L.R.)

De nouveaux cas récents montrent que le problème de la sécurité publique des Etats importateurs reste entier. Qu'en est-il ? Alors que depuis quelques mois la qualité du « made in China » bénéficiait d'un certain répit après avoir fait la une des médias en 2007 (avec l'affaire Mattel) et 2008 (suite au scandale du lait frelaté), les cas récents montrent, en effet, que le problème de la sécurité publique des Etats importateurs existe toujours et qu'il ne suffit pas seulement d'incriminer les producteurs chinois, loin de là. Je pense notamment au million et demi de lec-

Asialnspection: « Vos yeux dans l'usine! »™

Le concept d'Asialnspection est simple : vérifier en lieu et place des importateurs les productions qu'ils sous-traitent en Asie. Un réseau d'environ 350 inspecteurs sillonne les usines de toute la Chine et des pays voisins pour contrôler ces productions et s'assurer de leur conformité aux spécifications des clients et aux normes en vigueur dans les marchés d'exportation.

Une vision nouvelle sur un marché traditionnel

Asialnspection a choisi de mettre les nouvelles technologies au cœur de son activité. Depuis le lancement de la plateforme Internet (www.Asialnspection.com) en 2003, Asialnspection a multiplié par

dix son activité et va réaliser 35 000 actes de contrôle et d'inspection en 2009. Les clients passent leurs commandes depuis leur compte en ligne où ils peuvent ensuite facilement modifier les protocoles de test et gérer leur planning d'inspection, ce jusqu'à la veille du contrôle. Ils peuvent également approuver ou rejeter leurs productions en ligne, sur la base du rapport d'inspection, et émettre les certificats d'inspection pour leurs usines. Enfin, grâce au moteur de recherche disponible sur la plateforme, quelques clics suffisent aux clients pour identifier les standards qui s'appliquent à leur produit selon le marché d'exportation et commander les tests en laboratoire correspondants.

R. L. ■



Sur Asialnspection.com, les importateurs commandent leurs inspections en quelques clics.

Conseils de professionnel pour un sourcing plus efficace



Les 350 inspecteurs contrôlent les productions et vérifient leur conformité aux normes.

1. Avant de choisir un fournisseur, validez ses capacités de production à l'aide d'un audit d'usine. Rencontrez-le ensuite physiquement afin de renforcer la relation de travail par la création de liens personnels.
2. Transmettez à votre fournisseur des spécifications détaillées et assurez-vous que vos besoins et le niveau de qualité que vous attendez sont parfaitement compris, en répétant ou en posant plusieurs fois des questions similaires.
3. Contrôlez systématiquement la production dans l'usine avant expédition et assurez-vous que votre produit est conforme aux standards en vigueur dans votre marché d'importation en le faisant tester et certifier par un laboratoire accrédité.

R. L. ■

Au plus près des besoins des entreprises et des enjeux environnementaux

FISCALITÉ

La douane française adapte sa fiscalité et ses outils au service de la compétitivité des entreprises et de la protection de l'environnement. Illustration.

Faciliter l'exercice et l'attractivité des entreprises, en assouplissant, par exemple, certaines réglementations, telle est l'une des prérogatives de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI). La preuve avec l'ouverture récente de Bordeaux City Bond, un entrepôt dédié aux vins destinés à l'exportation. Jusqu'alors, la durée de stockage dans l'Hexagone ne pouvait excéder deux ans, une période au-delà de laquelle ces vins étaient soumis aux droits d'accises et à la TVA française. « Cette rigidité réglementaire se traduisait par une partance en stockage

à Londres, Genève ou Hong Kong, où les vins peuvent être entreposés pour une durée illimitée en suspension de droits et taxes. Une démarche en adéquation avec ce produit dont la particularité est de se bonifier en vieillissant. C'est désormais possible sur notre territoire depuis que nous avons libéralisé le dispositif pour octroyer ces mêmes avantages », explique Henri Havard, en charge de la sous-direction des droits indirects à la Direction générale des douanes. Avec, à la clé, la création d'un entrepôt de 5 000 m² (financé à 51% par la CCI de Bordeaux), qui permettra dans un premier temps de stocker 400 000 caisses de vin : « En permettant aux acheteurs étrangers d'entreposer en suspension de droits et taxes, cette initiative favorisera l'exportation de vins français (9 milliards d'euros de chiffre

d'affaires en 2008), tout en garantissant des conditions de conservation optimales, au plus près des lieux de production. »

L'effet Grenelle

Cette volonté de simplifier la vie des entreprises se traduit également par la mise en œuvre progressive, à l'échelle nationale, du système européen de dématérialisation totale des documents d'accompagnement des marchandises soumises à accises (alcools, tabacs et produits pétroliers) : Gamm@. Un outil qui concerne directement 35 000 opérateurs en France. Avec, toujours, le souci d'alléger les charges administratives et d'améliorer l'efficacité et la sécurité des procédures pour offrir le meilleur service au meilleur coût.

Autre mission majeure de la douane, concrétisée notamment par l'identification

des pollutions maritimes par hydrocarbures, grâce à l'avion de détection Polmar III : la protection de notre écosystème. Comment ? En traduisant sur le terrain les engagements du Grenelle de l'environnement et en faisant appliquer, par exemple, la fiscalité sur les activités polluantes (TGAP). Créée en 1999, cette taxe générale basée sur le principe du « pollueur payeur » n'a cessé de voir son champ s'élargir – biocarburants, imprimés, lubrifiants à usage perdu – et a représenté 436 millions d'euros de recettes l'an passé. « Le Grenelle a véritablement donné un coup de fouet à cette approche incitative de la fiscalité, destinée à encourager les comportements vertueux », souligne Henri Havard. Une démarche encore riche de promesses...

JEAN-PIERRE GRUEST ■



Les engagements de JTI contre le commerce illicite

LUTTE

La contrebande de cigarettes de contrefaçon ne cesse de s'intensifier. Un trafic qui pénalise l'État, les consommateurs, mais aussi l'industrie du tabac. Japan Tobacco International France (JTI), numéro trois mondial du tabac, s'est associé à l'État pour lutter efficacement contre la contrebande et la contrefaçon.

Les marques de JTI, commercialisées dans 120 pays, sont de renommée internationale et comptent deux des trois premières marques de cigarettes dans le monde (Winston et Mild Seven, ainsi que Camel). En 2008, Japan Tobacco International a vendu 452 milliards de cigarettes. Au

cours de la même année, les services douaniers ont relevé en France 12 920 infractions représentant 250 tonnes de tabac, contre 211 tonnes en 2007.

Priorité : agir ensemble

Face à l'ampleur du trafic, le gouvernement et JTI France avancent côte à côte pour lutter contre la contrebande et la contrefaçon. Le 4 septembre 2008, Eric Woerth, ministre du Budget, et Vassilis Vovos, président de Japan Tobacco International France, ont signé un accord instaurant une coopération étroite contre le commerce illicite.

En effet, la contrefaçon représente un danger majeur pour la santé publique, car les cigaret-



Vassilis Vovos.

tes contrefaites ne subissent pas les mêmes contrôles stricts que les produits authentiques. De plus, cette activité illicite grève

considérablement les recettes fiscales. « La contrebande de tabac pénalise toute la filière, affirme Vassilis Vovos. L'Etat est la première victime, car les taxes représentent plus de 80% du prix d'un paquet de cigarettes. S'il est difficile d'estimer le niveau réel de la contrebande, il est facile d'estimer le nombre de paquets étrangers fournis en France. JTI suit cette proportion chaque mois au moyen d'une étude menée par l'IFOP. En 2008, le pourcentage de paquets étrangers était de 12,3% soit pour l'Etat une perte fiscale de 1,6 milliard d'euros. Nous sommes également pénalisés, car les circuits officiels favorisent le développement de la contrefaçon qui heurte directement

notre chiffre d'affaires et nos relations avec les revendeurs légitimes. »

Coopération européenne

L'accord signé avec l'Etat prévoit l'échange d'informations recueillies en France et dans les pays limitrophes. La Direction générale des douanes pourra également fournir des informations à JTI. Cette dernière a aussi développé de nouveaux outils d'étiquetage de ses produits qui permettent aux douaniers d'obtenir les informations sur la fabrication, le stockage et la vente des produits saisis. La société contrôle également très strictement ses clients afin d'éviter tout détournement de destination de ses produits.

Une communication à grande échelle a été mise en place avec, par exemple, la médiatisation de la destruction des stocks de marchandises de contrebande. Ce dispositif, à l'échelle de l'Hexagone, s'inscrit dans le cadre d'une coopération initiée en 2007 entre JTI et la Commission européenne. L'accord, conclu pour une durée de quinze ans, prévoit des engagements forts de JTI, parmi lesquels le versement de 400 millions de dollars aux fins de cette lutte, pour renforcer l'efficacité des contrôles douaniers en Europe. Une coopération indispensable puisque l'Europe représente à elle seule 75% du total des cigarettes saisies selon l'Organisation mondiale des douanes.

FANNY BIJAOU ■